



Legs à caractère académique / Academic Legacy / Legado de carácter académico

Animation culturelle et mouvements sociaux : perspectives communes de recherche

Jean-Marie Lafortune

Département de communication sociale et publique, UQAM
lafortune.jean-marie@uqam.ca

La dimension sociale de l'animation culturelle, définie comme intervention visant à renforcer l'initiative culturelle par l'élargissement de l'accès aux œuvres et la stimulation de la créativité sociale, rejoint le champ culturel des mouvements sociaux, considérés comme un mode de mobilisation combinant structures organisationnelles, formes de leadership et de communication. Or, il se dégage des traditions d'analyse européenne et nord-américaine deux dynamiques culturelles distinctes. Du côté européen, elle met en scène des acteurs politiques agissant sur le terrain de la culture (entendue comme système de valeurs présidant aux choix de développement) tandis que du côté nord-américain, elle recouvre des acteurs culturels agissant sur le terrain juridico-politique. Dans la foulée des premiers travaux de Jean-Claude Gillet axés sur le sens de l'action et articulées autour de conflits réels, les analyses de Melucci et de Castells opèrent la synthèse de ces traditions et dégagent des perspectives fécondes pour la compréhension tant des formes contemporaines d'action collective que des défis actuels de l'animation culturelle.

Mots-clés : animation, culture, mouvements sociaux, action collective.

The social dimension of socio-cultural community development, defined as an intervention aimed at strengthening the cultural initiative by widening access to works and stimulating social creativity, joins the cultural field of social movements, considered as a mode of mobilization combining organizational structures, forms of leadership and communication. Two distinct cultural dynamics emerge from the traditions of European and North American analysis. On the European side, it features political actors acting in the field of culture (understood as a system of values presiding over development choices) while on the North American side, it includes cultural actors acting in the legal-political field. In the wake of Jean-Claude Gillet's first work focused on the meaning of action and articulated around real conflicts, Melucci and Castells' analyses synthesize these traditions and provide a fruitful perspective for understanding both contemporary forms of collective action and the current challenges of sociocultural community development.

Keywords: sociocultural community development, culture, social movements, collective action.

La dimensión social de la animación cultural, definida como intervención destinada a reforzar la iniciativa cultural mediante la ampliación del acceso a las obras y la estimulación de la creatividad social, entra en el campo cultural de los movimientos sociales, consideradas como un modo de movilización que combina estructuras organizativas, formas de liderazgo y comunicación. Ahora bien, de las tradiciones de análisis europeo y norteamericano se desprenden dos dinámicas culturales distintas. Por parte europea, pone en escena a actores políticos que actúan en el terreno de la cultura (entendida como sistema de valores que presiden las opciones de desarrollo), mientras que por parte norteamericana, abarca a actores culturales que actúan en el terreno jurídico-político. Tras los primeros trabajos de Jean-Claude Gillet centrados en el sentido de la acción y articulados en torno a conflictos reales, los análisis de Melucci y de Castells realizan la síntesis de estas tradiciones y despejan perspectivas fecundas para la comprensión tanto de las formas contemporáneas de acción colectiva como de los desafíos actuales de la animación cultural.

Palabras clave: animación, cultura, movimientos sociales, acción colectiva.

Introduction

L'animation culturelle et les mouvements sociaux (MS) entretiennent des liens étroits. Cette pratique multidisciplinaire et cette forme d'action collective (AC) partagent un même socle historique, soit la société post-industrielle ou l'ère de l'information ; les deux s'intéressent aux formes de créativité et de solidarité sociales ; enfin, l'une et l'autre s'inscrivent dans la perspective du changement social, entendue comme la généralisation de l'accès aux leviers d'émancipation individuelle et collective. Cette proximité permet d'envisager des recherches qui favoriseront une meilleure compréhension de la portée actuelle de l'animation culturelle et des orientations récentes des mouvements sociaux.

Je débiterai l'exposé en retraçant l'histoire de l'analyse des MS/AC de manière à délimiter le champ culturel auquel se réfèrent les principaux auteurs. Cette histoire ayant emprunté une double trajectoire, européenne et nord-américaine, j'en suivrai brièvement les développements avant d'aborder les conciliations que nous proposent Melucci et Castells.

Puis, je présenterai l'esquisse d'un projet de recherche à la jonction de ces champs de pratiques et d'étude et préciserai les arrimages nécessaires avec les deux domaines d'exercice de l'animation culturelle :

- Le domaine de la création culturelle, artistique ou intellectuelle, souvent engagée politiquement et inscrite dans le prolongement des politiques culturelles publiques, qui aborde la relation entre arts et pouvoirs autour de l'enjeu de la libre expression ; en mettant l'accent sur les techniques de création, mouvements artistiques contribuent à la démocratisation de *la culture*, visant l'essor des qualités spirituelles et intellectuelles.
- Celui de la participation culturelle, pouvant susciter des conflits et s'inscrivant dans le prolongement des politiques sociales, qui pose les rapports entre codes culturels dominants et dominés autour de l'enjeu de la reconnaissance de la différence ; privilégiant les techniques d'empowerment collectif, les mouvements communautaires (féministes, écologistes, étudiants, populaires) et territoriaux cherchent à faire la promotion *des cultures*, visant à renforcer la capacité des milieux associatifs et des collectivités à se développer.

Évidemment, ces pratiques ne sont pas étanchement hermétiques et il n'est pas rare que les outils de création développés dans les milieux artistiques soient utilisés pour dynamiser les milieux et collectivités ou que les outils d'affirmation des milieux et des collectivités servent au renforcement des milieux artistiques et médiatiques.

Le champ social dans la pratique de l'animation culturelle

L'animation culturelle au Québec, comme champ de formation multidisciplinaire et pratique professionnelle sans reconnaissance corporative, s'est consolidée à partir des années 1960 en cherchant à mieux comprendre dans l'action le sens du changement socioculturel à l'œuvre¹. Elle s'enracine dans des interventions visant à renforcer dans des milieux donnés l'initiative culturelle par l'élargissement de l'accès aux œuvres et la stimulation de la créativité individuelle et collective. Elle s'incarne dans des fonctions d'organisation et de gestion, de mise en relation, d'éducation, de recherche et de création. Les transformations récentes des contextes d'intervention la mettent encore aujourd'hui au défi. Une meilleure compréhension des nouveaux styles de vie et des tendances en

1. Le seul programme de formation universitaire en la matière, offert à l'UQAM depuis 1970, a modifié son appellation en 2017 pour celle d'action culturelle, sans toutefois transformer profondément le contenu.

matière de participation culturelle, notamment des effets sur les échelles d'intervention, permet d'enrichir la formation et de recentrer au besoin sa pratique. Nous examinerons dans cette section les caractéristiques de l'animation culturelle au Québec en délimitant le champ social de cette praxis avant d'aborder les défis auxquels elle se confronte actuellement.

Centrée sur la dimension expressive de la culture, l'animation culturelle se définit ici comme une intervention planifiée visant à développer l'initiative culturelle par l'accroissement de la participation culturelle et le renforcement de la créativité dans divers milieux: culturels artistiques, médiatiques, communautaires et de loisir culturel. Cette profession et ce domaine d'études s'enracinent dans trois courants socioculturels, soit les pratiques d'animation sociale et d'éducation populaire, que l'on rattache à l'intervention catholique, syndicale et communautaire depuis le tournant du XX^e siècle, l'engagement politique des artistes ou le phénomène d'avant-garde esthétique, qui s'affirme d'abord avec la publication du Refus global en 1948, et la constitution du champ des loisirs socioculturels, dont les origines remontent à la reconnaissance de droits culturels et sociaux à compter des années 1960.

Trois perspectives dominent les orientations théoriques et pratiques de l'animation culturelle. D'abord une perspective anthropo-sociologique, articulée autour des concepts d'unité et de diversité culturelles, prônant la démocratie culturelle à travers les affirmations identitaires, populaires ou minoritaires, et contribuant à la redéfinition du vivre-ensemble. Puis, une perspective philosophique, tournée vers la tension entre la réalisation de la personne et le nivellement de l'offre culturelle, mettant en cause par le biais de l'art engagé les valeurs et les modèles culturels dominants. Enfin, la perspective juridico-normative, fondée sur les notions de droits et de développement culturels, vouée à la démocratisation de la culture à travers l'élévation des compétences culturelles et l'accès aux œuvres majeures.

L'animation culturelle se distingue ainsi par quelques grandes caractéristiques. Elle s'appuie sur une formation multidisciplinaire qui ne jouit pas encore d'une reconnaissance professionnelle formelle. Elle repose sur des stratégies d'intervention adaptées aux milieux. Elle joue un rôle de catalyseur de l'expression culturelle tant sur le plan des produits artistiques et intellectuels que sur celui des modes de vie. Elle s'incarne dans des fonctions d'organisation et de gestion, de mise en relation, d'éducation, de recherche et de création.

Défis actuels

À l'instar des mouvements sociaux, l'animation culturelle connaît dans le Québec contemporain de changements profonds. Sa fonction et sa portée actuelles sont corrélatives de la transformation des pratiques culturelles, de la privatisation de l'espace public et de l'avènement de nouvelles formes de sociabilité. Alors que les efforts de démocratisation de la culture semblent avoir atteints leurs limites, le nouveau contexte d'intervention tire désormais l'animation du côté de la démocratie culturelle, dont les contours ne sont pas toujours clairs.

Faits et arguments soutenant la thèse de la fin de la démocratisation

La fréquentation des équipements culturels a connu depuis 40 ans au Québec un essor remarquable. L'extension du réseau d'équipements a permis de mieux desservir la population, si bien que depuis 2004, montre R. Garon (2006), analyste au ministère de la Culture et des Communications,

quelque 80 % de la population trouvaient ces équipements accessibles tant sur le plan économique que géographique.

Garon note surtout un changement paradoxal dans la structure des publics. Alors que des fractions de la population jadis exclues, telles les personnes âgées, la population inactive et celle moins scolarisée, se sont approprié les lieux culturels, les jeunes et les étudiants, groupes traditionnellement convertis aux arts et à la culture, s'en éloignent. Il s'ensuit que le poids relatif des générations plus âgées augmente constamment, par exemple dans les arts d'interprétation qui étaient autrefois l'apanage de la culture jeune. En fait, on ne décèle plus chez les membres de la nouvelle génération l'influence de la culture classique: « Peut-être, se demande Garon, sont-ils en voie de créer une autre civilisation, un art nouveau et des formes renouvelées de participation ? ».

Le changement socioculturel en cours témoigne plus profondément de deux phénomènes : la fragilisation du lien entre les élites et la haute culture, dans un contexte de non-renouvellement de la culture savante, et la massification de l'éducation et de la culture, qui semble provoquer un effet de saturation relativement à la fréquentation des équipements culturels traditionnels.

La dynamique socioculturelle actuelle rompt ainsi avec la logique de la reproduction proposée par Bourdieu (1979), car le principe de légitimité culturelle s'effondre lorsque les élites ne prescrivent plus les normes culturelles. Comme l'observe Coulangeon (2004), analyste du changement socioculturel au CNRS, la montée de l'éclectisme au sein de l'élite économique et culturelle va aujourd'hui de pair avec la segmentation des goûts et des pratiques culturelles standardisés des membres des autres catégories sociales.

Privatisation de l'espace public et nouvelles formes de sociabilité

Les enjeux soulevés par les nouveaux mouvements sociaux autour de la reconnaissance, consistant à garantir les libertés individuelles et à défendre les minorités, ont contribué à redéfinir l'espace public politique. Dans un contexte où la démocratisation de la sphère publique passe par la démocratisation de la sphère privée, la citoyenneté active s'exerce davantage en matière culturelle que politique, souligne Hamel (2004), analyste chevronné de l'action collective.

La privatisation de l'espace public s'opère également dans l'aménagement urbain. Historienne des villes nord-américaines, Ghorra-Gobin (2001) constate la disparition sur les plans physique, fonctionnel et symbolique des cadres de la vie publique dans l'urbanisation récente, au profit d'espaces de consommation et de divertissement. Pas étonnant alors de retrouver les librairies au premier rang des lieux culturels les plus fréquentés au Québec (GARON, 2006) et que la nouvelle architecture de celles-ci présente un mélange des genres dont le résultat relève à la fois de la bibliothèque publique et de la boutique commerciale.

L'avènement de nouvelles formes de sociabilité, dont on peut saisir les grandes caractéristiques en interprétant les enquêtes sur l'emploi du temps de Statistique Canada, doit aussi être pris en compte afin de mieux comprendre les défis que rencontre actuellement l'animation culturelle. Selon Pronovost (2007), chercheur émérite s'intéressant au sens de la recomposition récente des temps sociaux, trois phénomènes président à la construction d'une nouvelle sociabilité : l'accroissement des responsabilités professionnelles des gens plus scolarisés, qui s'accompagne d'un fort stress temporel et d'une diminution du temps de loisir, la valorisation d'activités personnelles en matière de sport et de culture, qui accaparent l'essentiel du temps libéré du travail, et la reconnaissance

accrue du temps familial comme valeur, surtout en présence d'enfants de moins de six ans et dont la charge réduit radicalement le temps libre.

Principaux défis de l'animation culturelle au Québec

Les formes et les stratégies d'animation doivent tenir compte des nouvelles dynamiques socioculturelles, qui comportent de sérieux défis. Insistons ici sur trois d'entre eux:

1. Poursuivre le processus de démocratisation en se tournant vers les secteurs de pratiques culturelles numériques ; l'animation culturelle doit non seulement rapprocher les œuvres mais aussi les processus collaboratifs artistiques de la population.
2. Revaloriser les cultures populaires locales, dont celles issues des métissages culturels ; l'animation culturelle doit arrimer l'affirmation identitaire avec l'élargissement de l'espace démocratique, en contribuant notamment à réhabiliter l'espace public.
3. Porter une attention particulière aux nouvelles formes de loisir et de sociabilité, axées à la fois sur un individualisme exacerbé et des constructions communautaires inédites ; l'animation culturelle peut stimuler les interactions quotidiennes pour en faire des sources d'innovation et de création.

La dynamique culturelle dans l'analyse des mouvements sociaux

La culture, au sens large, consiste en la médiation des interactions individuelles. Dans l'analyse européenne, elle renvoie à un ensemble de pratiques, mises en oeuvre par les MS, qui révèlent que la culture dominante est concurrencée, sur une aire territoriale donnée, et que symboles, valeurs, cadres et langages sont sources de mobilisation. Les AC litigieuses ne font toutefois pas que signaler les failles de la culture dominante. Elles proposent et incarnent des valeurs composées d'associations originales des éléments culturels en vigueur. C'est ce que fait ressortir l'analyse nord-américaine.

Deux trajectoires d'analyse distinctes

Cette double trajectoire est marquée par deux grandes césures (voir le Tableau 1) :

a) Transformation du statut de l'acteur et de l'analyste

- Les acteurs: d'inconscients à conscients et d'irrationnels à rationnels (à mesure que s'élèvent les compétences culturelles de la population par l'entremise de l'éducation et de l'animation);
- Les analystes: ni avant-garde ni leaders, en quête d'un nouveau statut (de législateurs modernes à interprètes post-modernes, dans les termes de Bauman, 1987)

Note: Le «virage culturel» qui caractérise les sociétés riches depuis les années 1960 ne concerne pas uniquement les sciences sociales mais aussi le capitalisme. La culture s'étend alors aux secteurs de l'éducation, de l'information, des communications, voire des soins hospitaliers et de toute l'économie des services.

b) Transformation de l'identité des acteurs et diversification des modalités d'action

On constate alors la modification des organisations qui forment les MS/AC, sur le plan de la composition, du leadership, des positions défendues et des formes de communication, ainsi que le recours à des modes plus variés de revendications, dans une lutte contre un adversaire social, dans la tradition européenne, et contre des concurrents politiques dans la tradition nord-américaine.

| Tradition européenne | Tradition nord-américaine |
|--|---|
| <i>Caractéristiques</i> | <i>Caractéristiques</i> |
| Perspective du conflit entre adversaires à travers des actions extra-institutionnelles Les intérêts des acteurs sont irréconciliables | Perspective de la négociation entre concurrents à travers des actions institutionnelles Les requêtes des acteurs sont conciliables |
| <i>Évolution des concepts</i> | <i>Évolution des concepts</i> |
| L. Stein Le mouvement social (1850) (marche nécessaire de la liberté dans la société d'acquisition) | R. Park Le comportement collectif (1927) (actions plus ou moins concertées mettant au défi le contrôle social) |
| R. Heberle Les mouvements sociaux (1949) (forces sociales unifiées engagées dans le changement sociopolitique) | M. Olson L'action collective (1965) (actions intéressées relevant de la logique du choix rationnel) |
| C. Offe Les nouveaux mouvements sociaux (1985) (forces sociales composites engagées dans le changement socioculturel) | C. Tilly L'action collective litigieuse (2001) (actions contestataires en rupture avec la logique du pluralisme) |

Tableau 1 : Comparaison des deux traditions d'analyse des mouvements sociaux

Il se dégage de ces deux traditions d'analyse deux champs culturels distincts au sein desquels se meuvent deux types d'acteurs sociaux (voir Tableau 2).

| <i>Champ culturel et figure de l'acteur</i> | <i>Champ culturel et figure de l'acteur</i> |
|--|--|
| Le champ culturel est l'enjeu des conflits centraux (recouvrant les dimensions économiques et politiques) ; il est traversé par des rapports de domination et d'émancipation. Il met en scène des acteurs politiques agissant sur le terrain de la culture. | Le champ culturel est un système de communication propre au pluralisme politique ; il caractérise les agrégats sociaux qui prétendent aux ressources collectives. Il met en scène des acteurs culturels agissant sur le terrain juridico-politique. |

Tableau 2 : Champs culturels et figures de l'acteur issus de ces traditions

Synthèse des traditions et balises pour l'analyse: Melucci et Castells

La tradition européenne a privilégié le pôle structurel de l'action, soit ses déterminants matériels ou objectifs, alors que la tradition nord-américaine a favorisé le pôle culturel, c'est-à-dire ses déterminants spirituels/intellectuels ou subjectifs. Alberto Melucci et Manuel Castells, pour nous limiter à ces illustres sociologues, proposent des analyses qui réconcilient ces deux directions et nous incitent, en ce sens, à débiter l'enquête par l'identification des conflits réels autour desquels se déploient les MS et l'AC.

Pour eux, les questions qui guident l'examen sont les suivantes: où et quand s'enracinent dans la condition d'une catégorie sociale (jeunes, femmes, etc.) les incitations à l'individuation et les processus d'expropriation d'identité ? Corrélativement, comment se produit alors la mobilisation de cette catégorie sociale ?

À leurs yeux, les MS/AC prennent la forme de réseaux de solidarité, imprégnés de signification culturelle, et ce sont précisément ces significations qui les distinguent entre eux, mais aussi avec les acteurs politiques traditionnels et les organisations formelles.

Spécifions que dans les deux cas, l'analyse s'insère dans le contexte de l'avènement d'une nouvelle ère dont les bases remontent aux années 1960 mais dont la consolidation ne s'effectue qu'au tournant des années 1980 : celle des sociétés post-industrielles ou sociétés de l'information. Ce qui a changé selon eux par rapport à l'ère précédente, ce sont les formes traditionnelles d'organisation de la créativité et de l'activisme social ; ou plus précisément, ce sont les acteurs, la nature des conflits et l'exercice du pouvoir. Ce qui est requis en contrepartie, ce sont des efforts théoriques adaptés et davantage d'enquêtes empiriques.

Melucci et les identités déifiantes

L'auteur fait paraître dans la Revue internationale d'action communautaire à l'automne 1983 un article intitulé *Mouvements sociaux, mouvements post-politiques*. Il y défend l'idée que les conflits post-industriels entretiennent des rapports particuliers avec le système politique et les formes traditionnelles de la représentation. À ses yeux, les mouvements de luttes urbaines, nationalistes, féministes et écologistes constituent des formes nouvelles d'AC, par rapport aux luttes typiques de l'ère industrielle, qui font voir l'inaptitude des formations politiques traditionnelles à concilier les demandes sociales.

La forme des mouvements post-politiques, en référence à des AC s'exerçant en surplomb des rapports politiques conventionnels, recouvre trois grandes caractéristiques:

1. L'existence de réseaux associatifs durables et de moments relativement imprévisibles de mobilisation et de lutte, aspects qui constituent à la fois une force et une faiblesse ;
2. L'absence de hiérarchie entre les revendications et les plans de l'action ;
3. La similitude entre les formes de la mobilisation externe et de la solidarité interne, soit celle d'un rassemblement ponctuel à propos d'un enjeu déterminé, ne poursuivant pas d'objectifs éloignés, associant des buts collectifs ainsi que des besoins affectifs de communication et de solidarité entre les membres, et devant garantir des espaces de contrôle immédiats vérifiables par l'expérience.

En fait, il y développe l'hypothèse générale suivante : les conflits post-industriels doivent être considérés comme des affrontements entre les ressources d'autonomie individuelle produites par le système et les exigences systémiques d'expropriation et d'imposition d'identité.

Jugeant impératif de partir des conflits pour analyser l'œuvre des MS/AC, Melucci reconnaît l'existence d'adversaires en ce qui touche le mode de production, les formes d'appropriation et la destination sociale des ressources collectives. Les conflits sont alors définis comme des réseaux d'oppositions pour le contrôle du développement davantage qu'en termes d'affrontements entre deux groupes sociaux stables. Saisir les conflits implique de saisir les ressources autour desquels ils se jouent.

Plus spécifiquement, l'analyste doit considérer que:

1. Les acteurs des conflits n'épuisent pas leur définition sociale dans les luttes où ils sont engagés ;
2. Les conflits post-industriels sont des conflits limités à des questions bien circonscrites ;

3. Les acteurs des conflits antagonistes deviennent une force de contradiction systémique qui active la mobilisation dans une conjoncture donnée.

C'est en 1996 que Melucci publie son oeuvre maîtresse, *Challenging Codes: Collective Action in the Information Age*. Sa perspective place alors clairement en son cœur les enjeux culturels et établit des liens étroits avec les expériences individuelles. L'accent porte en conséquence sur le rôle de l'information dans une ère marquée à la fois par la fragmentation et la globalisation.

Pour l'auteur, les MS ne correspondent pas à des entités compactes qui avancent avec une unité de buts. Ils constituent plutôt des systèmes d'action, c'est-à-dire des réseaux complexes parmi les divers niveaux de signification de l'action sociale. L'identité collective qui en font des acteurs n'équivaut pas à une essence mais à un résultat d'échanges, de négociations et de conflits. Le contexte de l'AC, constitué d'acteurs compétiteurs, alliés ou adversaires, reste par ailleurs défini par les réponses du système politique et l'application de contrôle social qui définissent un champ d'opportunités et de contraintes.

L'analyse des MS/AC se situe selon lui au carrefour de la recherche sociale, soit de la production et de la reproduction sociales, des théories et des formes de l'action, du contrôle et du changement social. L'intérêt accru pour ces dynamiques vient du fait qu'elles sont des formes inédites d'action dans la société et qu'elles contribuent à l'effort en vue de résoudre le problème sociologique du lien entre acteur et système. Si l'action sociale dans des systèmes complexes est passée du statut d'héritage à celui de construit, la société ne peut plus être conçue comme la réplique de l'ordre social incarné par des institutions et des rôles, mais plutôt comme un champ d'investissement cognitif et émotionnel créant sa propre signification.

L'une des questions centrales de l'analyse que propose Melucci concerne la formation d'une identité collective ou d'un « nous ». À cet égard, il estime qu'il faut rompre avec la dichotomie héritée, articulée autour de la position sociale de l'acteur et de son idéologie, en référence à la polarité objet-sujet ou encore structure-culture. Dans cette perspective, l'acteur n'est jamais parfaitement en contrôle de son action puisque le procès de construction du « nous » le travaille constamment. C'est dans ce cadre qu'il évoque la nécessité d'un terme intermédiaire, soit les analystes ou les intellectuels, qui mettent en relation la conscience des acteurs avec les contraintes et opportunités contingentes. L'analyste doit selon lui répondre à la demande cognitive sans parti pris ; il entre en contact avec les acteurs sans toutefois se confondre avec eux.

Melucci balise ainsi les orientations de recherche à mettre de l'avant:

1. Procéder à une synthèse délibérée des prémisses duales sur lesquels reposent les méthodes de recherche les plus courantes, ce qui implique une nouvelle conception de l'action comme champ de signification construite par les relations sociales à l'intérieur d'une série de ressources et de contraintes ;
2. Reconnaître le fait que la relation entre l'analyste et l'acteur est elle-même objet d'analyse, qu'elle fait partie du champ de l'action et est sujette à une négociation explicite entre les parties. Ceci suppose que les intérêts et rôles dans ce jeu sont non-identiques, que leur position dans le champ social est différente bien qu'un même but soit recherché dans la collecte et le partage d'informations ;
3. Admettre que chaque pratique de recherche impliquant une intervention dans le champ de l'action crée une situation artificielle qui doit être posée explicitement. L'analyste

ne peut prétendre à la nature des phénomènes observés, mais doit rendre compte par les moyens d'une métacommunication de la relation entre observateur et observé.

Castells ou l'identité entre structures et réseaux

Castells fait paraître en 1983 un ouvrage majeur intitulé *The City and the Grassroots* à la fin duquel il s'interroge sur les approches à privilégier pour rendre compte de l'action contemporaine des MS. Balisant le terrain pour l'étude, l'auteur estime, d'une part, que la sociologie urbaine doit s'affranchir de l'influence de l'école de Chicago qui met l'accent sur l'intégration et réduit le changement social au désordre moral et, d'autre part, que la nouvelle régulation du système des villes, qui se fonde sur des institutions politiques pluralistes permettant l'affirmation de différentes catégories sociales et de multiples valeurs, est plus directement politique et appelle davantage de mobilisation de la part des communautés locales.

L'auteur n'adhère pas pour autant à la théorie pluraliste qui considère les MS comme des formes particulières de mobilisation des ressources se traduisant par une plus grande intégration au système. Deux motifs fondent sa position :

1. La théorie pluraliste tend à ignorer l'ancrage des acteurs politiques dans la structure contradictoire des intérêts sociaux, la rendant inapte à appréhender les biais de la négociation, l'écart des forces entre les parties et les relations établies entre les acteurs ;
2. Elle a comme unique point de référence l'État et sa capacité de partager le pouvoir dans une structure sociale donnée, ce qui la rend incapable de saisir la transformation de la structure sociale et de ses valeurs.

Dans la foulée, Castells prend également ses distances vis-à-vis de la théorie marxiste qui, selon lui, procure peu de matériaux concrets pour l'analyse du phénomène urbain et met trop l'accent sur le déterminisme économique. Telle qu'appliquée en France, la théorie marxiste pose l'État comme l'instrument de la classe dominante ou le résultat d'une nouvelle phase du mode de production. Dans la tradition léninisme, le mouvement ouvrier est révolutionnaire dans la mesure où il suit la ligne d'un parti révolutionnaire, qui devient la conscience d'une entité construite autour d'une communauté d'intérêt et vouée à l'émancipation. Il s'en suit qu'un mouvement social n'équivaut pas en lui-même à un agent conscient de changement social. Or, les MS contemporains agissent, dans des contextes historiques et dans une structure sociale donnés, au-delà des partis, avec, pour ou contre eux.

L'étude des rapports entre les villes et le changement social s'érige alors sur une série d'hypothèses :

1. La ville est un produit social résultant de valeurs et intérêts sociaux conflictuels ;
2. Dû à l'institutionnalisation des intérêts dominants, les innovations majeures dans le rôle, le sens et la structure de la ville sont le fait des revendications de la base ;
3. Le procès de transformation urbaine ne peut être réduit à des effets produits sur la ville par les avancées des MS. Une théorie du changement urbain doit aussi tenir compte des effets socio-spatiaux résultant de l'action des intérêts dominants et de l'effort de la base pour échapper à la domination ;
4. Bien que les luttes de classes soient essentielles pour saisir le conflit urbain, elles ne constituent pas la seule source primaire de changements sociaux à cette échelle. On doit admettre l'activité relativement autonome de l'État et de divers mouvements (ethniques,

féministes, nationaux, citoyens, etc.), et plus spécifiquement de trois genres d'acteurs historiques :

- L'élite dominante, qui investit le système politique (étroitement lié à l'État) et opère selon les règles de la domination sociale par le renforcement des normes, la promotion de certaines valeurs et la préservation de la propriété ;
- Les créateurs d'ordres sociaux nouveaux, qui s'activent au sein des MS, conduisant, par la non-conformité de leurs actes par rapport aux valeurs dominantes, à l'innovation ;
- Enfin, les rentiers, qui exercent sur la dynamique du changement leur force d'inertie.

En somme, la transformation de la forme urbaine doit être envisagée comme le produit de conflits sociaux et de projets contradictoires. Les intérêts dominants commandent la plus grande partie des changements impliqués, alors que les MS urbains, pluralistes dans leur composition socio-économique et démographique, font pression pour accroître leur part de contrôle sur ces changements. Ils le font suivant trois objectifs qui permettent de les distinguer : a) la formation de collectivités d'achat ; b) le renforcement de l'identité culturelle et du sens de la communauté ; c) l'action politique axée sur une plus grande prise en charge.

C'est à compter de 1996 que Castells publie sa célèbre trilogie d'ouvrages chargés de rendre compte de la dynamique actuelle du changement social. Il soutient d'abord, dans *La société en réseaux*, que l'action sociale cède à la morphologie sociale, dans le cadre d'une mondialisation des capitaux qui conduit à l'isolement des acteurs. Maintenant que, selon lui, le paradigme des technologies de l'information régit concrètement la structure sociale, l'enjeu central des rapports sociaux réside dans le contrôle des réseaux d'information (système médiatique), qui sont les principales voies de pénétration des réseaux financiers.

Pour l'auteur, l'avènement de l'ère de l'information a consacré une inversion des rapports entre nature et culture. À l'ère industrielle, le mode de Raison dominant s'agencait autour de codes de l'organisation sociale qui exprimaient presque sans médiation la lutte pour la survie sous le joug incontrôlable de la Nature. Or, le mode de Raison qui prévaut dorénavant voit la Culture dominer la Nature, en ce sens où la société est devenue le produit du processus de travail en vertu duquel l'humanité s'est à la fois libérée des forces naturelles et soumise à l'oppression et à l'exploitation quelle engendre elle-même. Une fois la nature maîtrisée, réduite à une forme culturelle dont un idéal est promu par le mouvement écologiste, la culture ne renvoie plus qu'à la culture. Nous sommes donc entrés, selon Castells, dans une ère caractérisée par l'autonomie de la culture vis-à-vis des fondements matériels de l'existence.

L'année suivante, l'auteur précise sa pensée dans *Le pouvoir de l'identité*. Pour les acteurs sociaux exclus de l'individualisation de l'identité liée à la vie dans les réseaux mondiaux du pouvoir et de la richesse, l'alternative principale en matière de construction de sens lui semble offerte par les communautés culturelles articulées autour du fondamentalisme religieux, du nationalisme culturel et de la solidarité territoriale. Ces communautés se caractérisent par trois aspects :

1. Elles constituent des réactions à des évolutions dominantes de la société auxquelles elles résistent au nom de sources de sens autonomes ;
2. Elles sont d'abord des identités défensives qui fonctionnent comme refuges et lieux de solidarité vis-à-vis d'une série de menaces : la mondialisation, qui dissout l'autonomie des institutions, des organisations et des systèmes de communication où vivent les individus ; la mise en réseau et la flexibilité qu'elle implique, qui brouillent les frontières de

l'appartenance et de la participation, individualisant les rapports sociaux de production et créant l'instabilité structurelle du travail ; la crise de la famille patriarcale qui est à l'origine des mécanismes de socialisation, donc des structures de la personnalité;

3. Ces communautés sont constituées culturellement, c'est-à-dire organisées autour d'un ensemble spécifique de valeurs, dont le sens et le partage portent la marque de codes particuliers d'auto-identification.

Les objectifs de recherche à mettre de l'avant sont redéfinis en conséquence:

1. Définir chaque MS dans les termes de sa propre dynamique et étudier son interaction avec les processus généraux qui l'ont engendré et qui sont transformés par son existence même ;
2. Considérer que les MS peuvent être socialement conservateurs (se revendiquant de valeurs relatives à Dieu, la nation, la famille, la communauté) ou révolutionnaires (adoptant des positions libérales ou radicales) ;
3. Aborder les MS en tenant compte de leur auto-définition, de leur adversaire et de leur objectif sociétal.

En somme, malgré le fait qu'elle se fonde sur des anticipations rationnelles, la logique financière-informationnelle dominante, qui s'articule autour de réseaux et qui met en jeu leur contrôle, se consolide contre le potentiel de développement humain et l'intégrité environnementale. Devant cette logique qui s'appuie sur des flux mondiaux et l'individualisation radicale, s'érigent les identités-résistances principalement autour des causes féministes et environnementales ainsi que du repli communautaire souvent axé sur des valeurs conservatrices.

Le problème central concerne alors l'avènement de sujets historiques ou l'émergence d'identités-projets, émanant des identités-résistances actuelles, aptes à renouveler la société civile et l'État. Les résistances et les projets contredisent la logique dominante de la société en réseaux en engageant des luttes défensives et offensives sur trois fronts : l'espace (lieux), le temps (horaires), la technologie (les médiations). La politique identitaire commence en effet par le corps.

Le nouveau pouvoir réside dans les codes (information) et les images (représentations) autour desquels les sociétés organisent leurs institutions et les individus leurs comportements. Ses sièges sont les esprits. De sorte que les projets identitaires visant à transformer les codes culturels doivent être des forces capables de mobiliser des symboles, subvertir la culture de la virtualité réelle de la société en réseaux au nom de valeurs alternatives et introduire les codes nouveaux issus de projets identitaires autonomes.

Bien que leur impact sur la société vienne rarement d'une stratégie concertée, certains MS, tels les écologistes, les féministes et les fondamentalistes, ne se contentent pas d'organiser l'action et de faire circuler l'information, mais constituent de vrais producteurs et diffuseurs de codes culturels.

Perspectives communes de recherche

La recherche culturelle doit permettre d'approfondir la compréhension des actions. Elle doit centrer son attention sur les voies nouvelles de la créativité et la restructuration de la solidarité.

Le processus de mobilisation des mouvements sociaux implique l'adoption de structures organisationnelles, de modèles de leadership, d'une idéologie ou de positions politiques, et de formes de communication, autant de domaines dans lesquels les animateurs peuvent intervenir.

Les MS se définissent donc comme la forme que prend la mobilisation sociale dans la société post-industrielle. Elle se réfère à des acteurs dont l'identité est en construction, à un stade de développement économique où la population active est massivement employée dans le secteur tertiaire et où prévaut le pluralisme politique.

Pour sa part, l'animation culturelle se présente comme une intervention méthodique dans un milieu donné visant à renforcer l'initiative culturelle tant sur le plan de l'accès aux œuvres que du développement de la créativité. Elle plonge ses racines dans l'animation sociale et l'éducation populaire, l'engagement politique des artistes et la constitution du domaine des loisirs culturels.

Quels liens tisser entre cette dynamique sociale et cette pratique professionnelle ?

1. L'animation culturelle se constitue et se développe comme discipline professionnelle au même moment que se consolident les MS. Cette discipline et cette forme d'AC partagent ainsi un même socle historique : la société post-industrielle ou l'ère de l'information;
2. Les deux s'intéressent aux formes de créativité et de solidarité sociale, c'est-à-dire aux identités et aux mobilisations ;
3. L'une et l'autre s'inscrivent dans la perspective du changement social, soit la généralisation de l'accès aux leviers d'émancipation individuelle et collective.

La recherche culturelle doit permettre d'approfondir la compréhension des actions. Elle doit centrer son attention sur les voies nouvelles de la créativité et la restructuration de la solidarité. Dans la mesure où l'animation culturelle est en lien avec l'évolution des mouvements sociaux, elle est susceptible de connaître les mêmes transformations.

Conclusion

Bien des recherches peuvent éclairer le champ de l'intervention culturelle, mais il me semble urgent de mieux comprendre les rapports que tissent l'animation culturelle avec les mouvements sociaux.

Il s'avère intéressant, en ce sens, de dégager les perspectives propres à l'étude de l'action et à celle de la culture, dans le cadre de la société de l'information où non seulement les sciences sociales mais également le capitalisme ont opéré un virage culturel.

Évidemment, des clarifications et des approfondissements devront être apportés à cette esquisse de recherche afin de lui faire livrer les résultats les plus substantiels. Mais il m'apparaît d'ores et déjà que cette voie sera fructueuse. J'espère avoir pu vous faire partager cette conviction.

Bibliographie

- Augustin, Jean-Pierre et Jean-Claude GILLET (2000), *L'animation professionnelle: histoire, acteurs, enjeux*. Paris/Montréal : L'Harmattan.
- Bauman, Zygmunt (1987), *Legislators and interpreters: on modernity, post-modernity, and intellectuals*. Ithaca, N.Y.: Cornell University Press.
- Bourdieu, Pierre (1979), *La distinction*. Paris : Seuil.
- Castells, Manuel (1983), *The city and the grassroots: a cross-cultural theory of urban social movements*. Berkeley: University of California Press.
- Castells, Manuel (1998), *La société en réseaux*. Paris : A. Fayard.
- Castells, Manuel (1999), *Fin de millénaire*. Paris : A. Fayard.
- Castells, Manuel (1999, c1997), *Le pouvoir de l'identité*. Paris : Fayard.
- Coulangeon, Philippe (2004), *Classes sociales, pratiques culturelles et styles de vie. Sociologie et sociétés*, vol. XXXVI, no 1, p. 59-85.
- Garon, Rosaire (2006), Les pratiques culturelles: la fin de la démocratisation? *Le Devoir*, 22 novembre, p. A9.
- Gillet, Jean-Claude (1995), *Animation et animateurs. Le sens de l'action*. Paris : L' Harmattan.
- Ghorra-Gobin, Cynthia (2001), *Réinventer le sens de la ville: les espaces publics à l'heure globale*. Paris : L'Harmattan.
- Hamel, Pierre (2004), Les villes contemporaines et le renouvellement de la démocratie locale, dans JOUVE, Bernard et Philip BOOTH (dir.), *Démocraties métropolitaines*. Sainte-Foy : PUQ, p. 45-67.
- Heberle, Rudolf (1949), *Observations on the sociology of social movements*. Indianapolis: Bobbs-Merrill, 12 p., pp 346-357.
- Mattelart, Armand et Erik NEVEU (2003), *Introduction aux Cultural Studies*. Paris : La Découverte.
- Melucci, Alberto (1983), *Mouvements sociaux, mouvements post-politiques*, *Revue internationale d'action communautaire* (automne).
- Melucci, Alberto (1996), *Challenging codes: collective action in the information age*. Cambridge, Angleterre: Cambridge University Press.
- Offe, Claus (1997, c1985), Les nouveaux mouvements sociaux : un défi aux limites de la politique institutionnelle (chap. 2), in *Les démocraties modernes à l'épreuve ; textes réunis et présentés par Didier Le SAOUT et Yves SINTOMER*. Paris; Montréal : L'Harmattan, p. 98-132.
- Olson, Mancur (1971, c1965), *The logic of collective action: public goods and the theory of groups*. Cambridge, Mass.: Harvard University Press.
- Park, Robert E. (1927), *Human nature and collective behavior*. Indianapolis: Bobbs-Merrill, p. 733-741.
- Pronovost, Gilles (2005), *Temps sociaux et pratiques culturelles*. Sainte-Foy : PUQ.
- Pronovost, Gilles (2007), Temps de travail, temps de loisir et temps pour la famille à l'aube du XXI^e siècle. *Institut de recherche en politiques publiques*, vol. 8, no 1, 35 p.
- Ricard, Brigitte et Rosaire Garon (2005), *Les équipements culturels et la pratique culturelle dans la ville québécoise*, *Loisir et Société*, vol. 27, no 2, pp 327-353.
- Stein, Lorenz (2002, c1850), *Le concept de société*. Grenoble : ELLUG.
- Tilly, Charles, Doug McAdam et Sidney Tarrow (2001), *Dynamics of contention*. Cambridge: Cambridge University Press.

